

COMMUNIQUE DE PRESSE :

Note de synthèse des résultats des enquêtes du SNUipp-FSU sur l'école et le métier

En cette fin de quinquennat, le SNUipp-FSU, en partenariat avec Harris interactive, a donné très largement la parole aux personnels de l'école. Plus de 24 000 enseignants, enseignantes et 2 000 AESH ont ainsi élaboré un bilan tranchant de l'état de l'école et de leur métier.

A une très large majorité ils estiment ainsi que l'école primaire fonctionne « plutôt mal », sont unanimement insatisfaits de leur relation avec le ministère (72% « pas du tout satisfait » et 23% « plutôt pas satisfait », des scores inédits) et très majoritairement insatisfaits également de leur situation professionnelle actuelle (73%).

Pour autant, en parallèle de ce regard critique sur l'école, ils montrent un engagement professionnel très fort, que ce soit à travers leurs relations avec leurs élèves et leurs collègues ou les éléments et les valeurs caractéristiques de leur métier.

Les enseignants, enseignantes et les AESH mettent en avant des mesures pour remédier à cet état de l'école en la réorientant vers une perspective égalitaire et émancipatrice.

Réalisé en miroir de cette consultation, le sondage Harris grand public montre également un attachement très fort des français et françaises à l'école publique. Elle fait ainsi partie des 10 thématiques qui vont compter le plus dans leur choix électoral à la présidentielle. Ils estiment par ailleurs à 57% que lors du prochain quinquennat le budget de l'éducation devrait être augmenté.

Cinq points forts ressortent de ces enquêtes :

- La baisse des effectifs au sein de toutes les classes est plébiscitée comme efficace à 99% pour améliorer les apprentissages des élèves et l'inclusion au sein de l'école.

- La hausse des salaires est la mesure prioritaire pour améliorer la situation professionnelle des personnels, en plus de la titularisation comme fonctionnaire pour les AESH.
- Le fonctionnement de l'école primaire est promis à un fort bouleversement, débuté avec la loi dite de « l'école de la confiance » et poursuivi avec la loi Rilhac. Pourtant les enseignants et enseignantes se rejettent la mise en place d'un directeur ou directrice d'école comme « supérieure hiérarchique » à 85% et plébiscitent au contraire l'organisation actuelle de l'école avec le conseil des maîtres et maîtresses animé par leur collègue directeur ou directrice « pair parmi ses pairs ».
- L'inclusion est jugée comme mal prise en compte par l'institution scolaire (96% des personnels enseignants, 73% des AESH et 53% des français et françaises). Plusieurs mesures sont plébiscitées par les personnels pour y remédier : allègement des effectifs mais aussi maintien des structures d'accueil spécialisées, recrutement de personnels spécialisés, véritable statut pour les personnels AESH, formation, matériel pédagogique adapté...
- La loi de « transformation de la Fonction publique » a profondément modifié la façon dont les personnels sont affectés ou promus en rendant opaques et illisibles les modalités. Pourtant les enseignants et enseignantes démontrent à 96% leur attachement à des règles équitables et transparentes de gestion des personnels (mouvement, promotion...) étudiées en commission paritaire avec leurs représentantes et représentants élus.

Le SNUipp-FSU interpelle les candidats et candidates à la présidentielle afin qu'ils et elles s'expriment sur ces cinq points qui font partis du projet ambitieux du SNUipp-FSU pour l'école.

Paris, le 30 mars 2022